

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CCP

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Maître d'ouvrage / Pouvoir adjudicateur :

SORBONNE UNIVERSITÉ

Représentée par : La Présidente de Sorbonne Université

Siège social : 21, rue de l'École de Médecine - 75006 PARIS

Direction patrimoine et logistique

1 rue Victor Cousin

75230 PARIS CEDEX 5

Objet du marché :**Marché d'étude de programmation pour la réhabilitation du
bâtiment situé 91 boulevard de l'hôpital, 75013 Paris****Lieu d'exécution des prestations :**

Faculté de médecine Pitié Salpêtrière

91 bd de l'Hôpital

75013 Paris

Marché public de prestations intellectuelles passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L2120-1-2°, L 2123-1 et R.2123-1, R2123-4 à R 2123-6 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Maîtrise d'ouvrage	4
1.3 - Décomposition du marché	4
1.4 - Titulaire du marché	4
1.5 - Composition et qualifications du groupement titulaire du marché	4
1.6 - Contenu des prestations	5
1.7 - Prestations similaires	5
1.8 - Cotraitance	5
1.9 - Sous-traitance	5
1.10 - Forme des notifications au titulaire	6
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1 - Pièces particulières	6
2.2 - Pièces générales (non jointes au dossier)	6
2.3 - Pièces de l'offre	7
2.4 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	7
ARTICLE 3 - PRESTATIONS AU MARCHÉ	7
3.1 - Support de rendu	9
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS	9
4.1 - Durée du marché	9
4.2 - Délais d'exécution	9
4.3 - Prolongation du délai d'exécution	10
ARTICLE 5 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	10
5.1 - Forme du prix	10
5.2 - Mois d'établissement du prix du marché	10
5.3 - Choix de l'index de référence	10
5.4 - Nature et variation du prix	10
5.5 - Sujétions techniques	11
5.6 - Avance	11
5.7 - Retenue de garantie	11
5.8 - Acomptes	11
5.9 - Demande de paiement	12
5.10 - Facture électronique	12
5.11 - Calcul du montant dû par le pouvoir adjudicateur	13
5.12 - Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur	13
5.13 - Solde et décompte final	13
5.14 - Délais de paiement	13
5.15 - Intérêts moratoires	14
ARTICLE 6 - PENALITÉS	14
6.1 - Pénalités pour retard	14
ARTICLE 7 - Réception	14
ARTICLE 8 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	14
8.1 - Arrêt de l'exécution des prestations	15
ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES	15
9.1 - Obligation de confidentialité	15
9.2 - Protection des données à caractère personnel	15
9.3 - Utilisation des résultats	16
9.4 - Conduite des prestations dans un groupement	17
9.5 - Assurances	17
9.6 - Litiges	17
ARTICLE 10 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI	17

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché est un marché d'étude de programmation pour la réhabilitation du bâtiment situé 91 boulevard de l'hôpital, 75013 Paris - site Pitié Salpêtrière - Faculté de médecine.

Situation et contexte du projet

Le campus de la Pitié-Salpêtrière, principal site de la Faculté de médecine, occupe deux bâtiments situés aux 91 et 105, boulevard de l'Hôpital, qui depuis leur mise en service fin 1966, n'ont pas connu de complète réhabilitation.

Les bâtiments conçus par les architectes Jean-Maurice Lafon et Jacques Riedberger ont été inaugurés en 1966. Leur construction avait pour objectif de répondre aux objectifs d'adjoindre, aux activités d'enseignement et de recherche, l'activité hospitalière des étudiants en médecine.

Ce site accueille de plus en plus d'utilisateurs pour atteindre 11 000 étudiants (soit 2/3 des étudiants de la Formation médicale continue) notamment sous l'effet de l'implication de l'UPMC dans l'universitarisation des professions paramédicales.

Cette expansion se constate dans les missions recherche avec 1600 chercheurs, enseignants chercheurs, personnels administratifs et techniques hébergés (sur un total facultaire de 2740) pour une surface de plancher SDP de 17 210m² pour le bâtiment du 91 boulevard de l'hôpital, avec 8 niveaux supérieurs et 1 niveau de sous-sol, et de 8 790m² pour le bâtiment du 105 boulevard de l'hôpital, soit une surface totale SDP des 2 bâtiments de 26 000 m².

La vétusté actuelle des bâtiments grève leurs capacités d'exploitation et est à l'origine de coûts de fonctionnement importants. Dès lors, il apparaît vital de poursuivre le mouvement de rationalisation engagé tant dans les domaines de la mutualisation des locaux, de la diminution des coûts d'exploitation que de la rénovation des équipements techniques.

Divers travaux ont été initiés dès 2009 au cours du programme pluriannuel mené par l'Université en fonction des financements dont elle a pu disposer. Il s'agit du désenfumage des parties communes, de la rénovation de 4 amphithéâtres et hall étudiants, de la mutualisation de certains laboratoires et de l'installation d'un groupe électrogène commun aux deux bâtiments (en cours de réalisation).

Le bâtiment est classé ERP de type R avec activité de type W de 1ère catégorie susceptible de recevoir un effectif de 2389 personnes (étudiants, chercheurs et administratifs). Il est équipé de cinq ascenseurs, dont un triplex d'ascenseurs.

L'opération est financée par plan d'actions au titre du CPER 2021-2027 qui répondra aux enjeux suivants :

- Etanchéité et isolation de l'enveloppe
- Optimiser les consommations énergétiques (notamment par le raccordement du réseau Fraîcheur de Paris au bâtiment du 91 boulevard de l'hôpital pour alimenter les deux bâtiments, 91 et du 105 boulevard de l'hôpital) ;
- Sécuriser et mutualiser l'infrastructure de recherche ;
- Réorganiser fonctionnellement les espaces (recherche/enseignement/administration) ;
- Réorganiser et mutualiser des plateaux de recherche ;

- Créer des espaces de formation par simulation ;
- Renforcer les capacités de la salle informatique ;
- Créer une salle serveur.

1.2 - Maîtrise d'ouvrage

Le service maîtrise d'ouvrage de la direction patrimoine et logistique (DPL) de Sorbonne Université assurera la conduite de l'opération.

La maîtrise d'ouvrage est représentée par :

Orianne ANDRE

DPL/SMO

Adresse postale

1 rue Victor Cousin
75230 PARIS CEDEX 5

Adresse physique des bureaux

18 rue de la Sorbonne
75005 PARIS
Tel : 01 44 27 42 40

Courriel : orianne.andre@sorbonne-universite.fr

1.3 - Décomposition du marché

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle, chacune décomposées en 2 phases, définies à l'article 1.6.

En vertu de l'article R2113-6 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle.

L'affermissement de la tranche optionnelle fera l'objet d'une décision par le pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire par un ordre de service.

Dans le cas où la tranche ne serait pas affermie, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

1.4 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du groupement titulaire du marché sont précisées à l'article B-1 de l'acte d'engagement (ATTRI).

1.5 - Composition et qualifications du groupement titulaire du marché

Le marché s'adresse à un opérateur économique ou groupement conjoint d'opérateurs économiques disposant au moins des compétences suivantes :

- Programmes urbaine et architecturale ;
- Techniques tous corps d'état ;
- Économiste de la construction.

Le mandataire est obligatoirement programmiste.

Les expériences et/ou compétences en matière de développement durable ainsi que de laboratoires de recherche sont vivement souhaitées par le maître d'ouvrage.

1.6 - Contenu des prestations

Les prestations, décrites à l'article 3 du présent marché se décomposent en 4 phases nécessitant validation de la maîtrise d'ouvrage de Sorbonne Université.

Tranche ferme : Élaboration des études préprogramme et programme

Phase 1 : Elaboration du préprogramme

- Etat des lieux de l'existant ;
- Définition des besoins ;
- Description de l'organisation souhaitée ;
- Faisabilités.

Phase 2 : Elaboration du programme technique détaillé

- Programme fonctionnel et architectural ;
- Programme technique ;
- Programme environnemental ;
- Fiches techniques par espace.

Tranche optionnelle : Assistance à la MOA lors de la sélection de l'équipe de maîtrise d'œuvre jusqu'à la mise au point du programme

Phase 3 : Assistance jusqu'à la notification du marché MOE

- Vérification de la conformité des offres au programme

Phase 4 : Assistance en phase études

- Vérification de la conformité de la phase Esquisse/Diagnostique au programme avec mise au point du programme

1.7 - Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché.

1.8 - Cotraitance

En application de l'article R2142-19 du Code de la Commande Publique les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente procédure.

En vertu de l'article R2142 -24 du Code de la Commande Publique, si le marché est attribué à un groupement conjoint, il est demandé que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

1.9 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement par le maître

d'ouvrage de chaque sous-traitant conformément aux articles L2193-1 à L2193-7 du Code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R2193-1 à R2193-8 du Code de la commande publique, pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

1.10 - Forme des notifications au titulaire

En application de l'article 3.1 du CCAG-PI, pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Échanges dématérialisés par courriel avec accusé de réception retourné obligatoirement par le titulaire du marché.
- Pour la notification de pièces administratives, les courriels proviendront exclusivement de la direction patrimoine et logistique ou/et de la Direction des Achats de Sorbonne Université. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier les actes, décisions ou informations qui font courir un délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse mail ainsi que l'adresse postale du titulaire pour les notifications. En cas de changement durant l'exécution du marché, il appartient au titulaire de communiquer au Pouvoir Adjudicateur sa nouvelle adresse courriel ainsi que sa nouvelle adresse postale auxquelles devront être effectuées les communications.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les pièces particulières (voir article 2.1 ci-après), les pièces générales (voir article 2.2 ci-après) et les pièces de l'offre (voir 2.3 ci-après) ; ces pièces sont énumérées dans leur ordre décroissant de priorité.

2.1 - Pièces particulières

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (ATTRI) et son annexe (DPGF), dont les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP).

2.2 - Pièces générales (non jointes au dossier)

- Le code de la commande publique
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, CCAG PI, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux et à ses annexes : annexe 1 : travaux de génie - civil - annexe 2 : travaux de bâtiment en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0) études tel que défini à l'acte d'engagement.

2.3 - Pièces de l'offre

Une présentation des moyens humains et matériels :

- La liste des intervenants précisant leur qualification accompagnée des certificats adéquats et/ou les références équivalentes en opérations similaires de chaque intervenant et leurs CV ;
- Les moyens matériels mis en œuvre.

Un mémoire technique à fournir par le candidat qui détaillera les éléments suivants :

- La compréhension des enjeux de l'opération
- La méthodologie envisagée prenant en compte les enjeux de l'opération
- Le calendrier prévisionnel proposé par le candidat, qui devra s'inscrire dans le calendrier prévisionnel proposé par le maître d'ouvrage.

2.4 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Sauf dispositions contraires tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA, étant précisé qu'en cas de contestation entre un montant incluant la TVA et le même montant hors TVA c'est ce dernier qui prévaudra.

ARTICLE 3 - PRESTATIONS AU MARCHE

Tranche ferme : Élaboration des études préprogramme et programme

Phase 1 : Elaboration du préprogramme

Après la réunion de lancement qui se tiendra sur site, le programmiste devra fournir les éléments suivants en s'aidant des données d'entrées fournies par la maîtrise d'ouvrage et en organisant autant que nécessaire des visites des lieux et des entretiens avec les utilisateurs :

- Etat des lieux de l'existant, identification des contraintes (réglementaires, spatiales, techniques, urbaines et constructives...) et des dysfonctionnements liés à l'usage du lieu (visites et observations sur place) ;
- Concertation et définition des besoins des utilisateurs au regard des comportements et pratiques actuels et futurs (entretiens avec les utilisateurs) ;
- Description de l'organisation souhaitée par ensembles fonctionnels ;
- Consultation des services d'urbanisme et autorités administratives, état des lieux des réglementations urbaines et anticipation du futur PLU ;
- Proposition de deux scénarios pour un préprogramme de travaux en plusieurs phases, faisant apparaître la synthèse des besoins par rapport aux capacités du bâtiment. Chaque scénario sera accompagné des documents suivants :
 - Tableau des surfaces détaillées ;
 - Estimation financière en coût global ;
 - Phasage opérationnel.

Documents à fournir par le prestataire :

- Rapport de synthèse de l'existant et d'analyse des besoins ;
- Rapport sur la capacité constructive ;

- Rapport de faisabilité présentant chacun des scénarios (accompagné des documents listés précédemment).
- Un calendrier prévisionnel faisant apparaître les phases de campagnes de travaux.

Sur la base du préprogramme, le périmètre du programme détaillé des travaux à réaliser sur le budget obtenu du CPER 2021-2027 sera arbitré et fera l'objet du programme détaillé.

Phase 2 : Elaboration du programme technique détaillé

Sur la base du préprogramme validé et du scénario retenu, le programme technique détaillé sera composé de 3 tomes :

- Programme fonctionnel et architectural
 - Définition du fonctionnement et de l'organisation interne du bâtiment ;
 - Définition des surfaces dévolues à chaque activité en m² SU ;
 - Définition des relations fonctionnelles entre les espaces (descriptions et schéma fonctionnels).
- Programme technique et réglementaire
 - Définition des contraintes techniques et réglementaires ;
 - Définition des capacités constructives, participation aux réunions éventuelles avec les services instructeurs ;
 - Définition du niveau de performance demandé ;
 - Définition du raccordement du bâtiment au réseau Fraîcheur de Paris
- Programme environnemental
 - Définition des prescriptions, contraintes et profils environnementaux exigés de l'équipement et les solutions techniques envisagées au regard des contraintes et objectifs de l'opération et du CPER 2021-2027.
- Fiches techniques par espace.
 - Réalisation d'une fiche par type de local faisant apparaître l'ensemble des données nécessaires à son fonctionnement.

Seront remis également :

- Un calendrier prévisionnel faisant apparaître les temps d'études et de travaux ;
- Une actualisation de l'enveloppe budgétaire en coût global, intégrant les prescriptions techniques, réglementaires, environnementales ainsi que les dispositions transitoires nécessaires au phasage de réalisation du programme.

Documents à fournir par le prestataire :

- Programme technique détaillé :
 - Tome fonctionnel et architectural ;
 - Tome technique ;
 - Tome environnemental
 - Fiches techniques par espace.
- Calendrier prévisionnel ;
- Estimation actualisée en coût global.

Tranche optionnelle : Assistance à la MOA lors de la sélection de l'équipe de maîtrise d'œuvre jusqu'à la mise au point du programme

Phase 3 : Assistance à la MOA jusqu'à la notification du marché MOE

- Vérification de la conformité des offres au programme

Documents à fournir par le prestataire :

- Rapport sur la conformité des offres au programme

Phase 4 : Assistance à la MOA en phase études

- Vérification de la conformité de la phase Esquisse/Diagnostique au programme avec mise au point du programme

Documents à fournir par le prestataire :

- Rapport sur la conformité au programme du dossier Esquisse/Diagnostique
- Programme mis-au-point en fin de phase Esquisse/Diagnostique

3.1 - Support de rendu

Les pièces écrites seront remises à la fois sous format PDF et Microsoft Word et Excel (ou tout format équivalent issu d'un logiciel libre) afin d'être exploitables par le maître d'ouvrage.

Les pièces graphiques seront remises sous format PDF.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS

4.1 - Durée du marché

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-PI, la mission du titulaire prend effet à la date fixée par l'ordre de service de démarrage du présent marché.

4.2 - Délais d'exécution

Les délais doivent être impérativement tenus.

Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations : **Juin 2023**.

La durée maximale d'exécution des phases est la suivante (hors phases d'approbation de 2 semaines) :

- Phase 1 – 3 mois ;
- Phase 2 – 2 mois.

Le délai prévisionnel d'exécution des prestations est de 5 mois, hors période de validation.

Récapitulatif des phases de la mission et des durées prévisionnelles :

Désignation TRANCHE FERME	Durée prévisionnelle
---------------------------	----------------------

Phase 1 : Elaboration du préprogramme	3 mois , le début des prestations du premier élément de mission sera notifié par ordre de service
Phase 2 : Elaboration du programme technique détaillé	2 mois après achèvement de la phase 1 et émission de l'ordre de service
Désignation TRANCHE OPTIONNELLE	Durée prévisionnelle
Phase 3 : Analyse de la conformité des offres au programme	15 jours dès transmission des offres.
Phase 4 : Analyse du dossier Esquisse/Diagnostique à la conformité des offres au programme Mise au point du programme	15 jours dès transmission du dossier Esquisse/Diagnostique

4.3 - Prolongation du délai d'exécution

Spécifications conformes à l'article 13.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 5 - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Forme du prix

Les prestations du titulaire sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire révisable.

Dans le cas où le marché est attribué à un groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

5.2 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé MO des études et précisé dans l'acte d'engagement.

5.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 100 en janvier 2010).

5.4 - Nature et variation du prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle:

I_0 = Index ingénierie du mois MO études (mois d'origine);

Im= Index ingénierie du mois m : (mois de révision).

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les acomptes et solde de la prestation seront versés par le maître d'ouvrage selon un pourcentage de la rémunération globale renseignée dans l'acte d'engagement.

5.5 - Sujétions techniques

Les offres remises à l'occasion de la présente consultation sont réputées tenir compte des sujétions techniques, même non décrites dans la présentation du projet, mais nécessaires à la mise en cohérence des prestations, en particulier celles ressortissant d'imprécisions ou d'inexactitudes des plans d'aménagement sommaires fournis au titulaire.

Dans ces conditions, le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire en cas de prestations supplémentaires liées à ces sujétions.

5.6 - Avance

Conformément à l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG PI et sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance, compris entre 5 et 10 % du montant TTC du marché, sera déterminé au moment de l'attribution du marché, en fonction de la forme juridique du Titulaire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique.

5.7 - Retenue de garantie

Le titulaire du présent marché est dispensé de retenue de garantie.

5.8 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes sur la base de la décomposition du prix forfaitaire par élément de mission. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission et la date d'exigibilité de l'acompte sont fixés dans le tableau ci-après :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Préprogramme	40 % à la remise du dossier 60 % à l'approbation du maître d'ouvrage
Programme technique détaillé	40 % à la remise du dossier 60 % à l'approbation du maître d'ouvrage

Analyse de la conformité des offres au programme	60% à la remise du rapport 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
Analyse de la conformité du dossier Diagnostique/Esquisse au programme et mise au point du programme	50% à l'approbation du rapport par le maître d'ouvrage 40% à la remise du programme mis-au-point 10% à l'approbation du programme mis-au-point par le maître d'ouvrage

Dans le cas d'un groupement conjoint, les acomptes présentés par le titulaire pour chacun des cotraitants, seront conformes à la grille de répartition des honoraires indiquée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement pour chaque cotraitant et chaque élément de mission.

5.9 - Demande de paiement

Les demandes de règlement correspondent aux prestations commandées.

Le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, en vigueur depuis le 1er janvier 2017, fixe les modalités d'application des nouvelles obligations de transmission et d'acceptation des factures électroniques pour l'exécution des contrats conclus entre l'État et les Titulaires ou les sous-traitants admis au paiement direct desdits contrats.

En conséquence la présentation électronique des factures s'impose à tout titulaire du présent marché.

5.10 - Facture électronique

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro – <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires au dépôt des factures par les titulaires sur la plateforme CHORUS PORTAIL PRO sont :

- SIRET : **13002338500011** (identifiant Sorbonne Université en tant que destinataire de la facture)
- TVA : **FR90130023385**
- N° EJ : il s'agit du numéro de bon de commande communiqué par le représentant du maître d'ouvrage désigné dans le marché.
- N° Code service : ne rien inscrire dans cette case.

Pour toute information concernant la transmission des factures par voie dématérialisée, vous pouvez contacter :

- l'AIFE, par courriel, à l'adresse suivante :

cpp2017.aife@finances.gouv.fr

- le site « Communauté Chorus Pro », à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Précisions :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
5. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
6. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
7. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
8. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
9. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
10. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

5.11 - Calcul du montant dû par le pouvoir adjudicateur

En cas de contestation du titulaire sur le montant dû par le pouvoir adjudicateur, le montant des sommes dues pourra alors être établi sur la base de constats contradictoires.

Dans le cas de versement d'acomptes à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations sur la base de quotité fixée par le marché, la demande de paiement comprend :

- pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante ;
- pour chaque partie du marché commencée, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.

5.12 - Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent comptable de Sorbonne Université.

5.13 - Solde et décompte final

Pour le versement du solde, le titulaire déposera son projet de décompte dans Chorus après validation des prestations, comprenant toutes les phases de la mission.

5.14 - Délais de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

En application de l'article R.2192-12 dudit code, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement, non sujette à modification ou rejet, par Sorbonne Université dans Chorus.

5.15 - Intérêts moratoires

Conformément à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique le dépassement du délai global de paiement maximum fixé à l'article R2192-10 entraîne l'application d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 6 - PENALITES

6.1 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel de chacun des éléments de mission est dépassé, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 EUR HT.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage, de retard dans l'exécution de chacun des éléments de missions ou dans la remise des documents d'étude.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

ARTICLE 7 - RECEPTION

Les prestations seront réceptionnées dans les conditions fixées à l'article 28 du CCAG-PI.

L'achèvement du marché intervient après validation sans réserve des prestations, objet de la mission du présent marché.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DU MARCHE

À l'exception de la mise en application de l'article 22 du CCAG-PI qui entraîne la résiliation du marché sans indemnité, les dispositions des articles 27 et de 36 à 42 du CCAG-PI sont applicables en matière de résiliation.

8.1 - Résiliation pour motif d'Intérêt général

En application de l'article 40 du CCAG-PI, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché pour motif d'intérêt général.

En cas d'arrêt de l'exécution des interventions à la demande du maître d'ouvrage, le montant de l'indemnisation à percevoir par le titulaire sera calculé sur la base de 5 % du montant de la prestation non exécutée.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

8.1 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt ou la poursuite de chaque phase fera l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire sous :

- un mois à réception de la phase 1 pour la phase 2
- selon l'avancement des études pour les phases 3 et 4.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES

9.1 - Obligation de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par le pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

9.2 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant les données à caractère personnel et les données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre, la nature, la portée, le contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, et droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, toute modification dans le traitement des données ainsi que tout incident de sécurité entendu au sens de toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Au titre du présent article, Sorbonne Université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire.

9.3 - Utilisation des résultats

Les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI sont applicables en matière d'utilisation des résultats.

L'option de cession des droits retenue, concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du titulaire retenu, est la cession à titre non exclusif, le maître d'ouvrage se réservant le droit de reproduction des résultats de l'étude susvisée.

Les droits concédés à l'acheteur comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Dans ce cadre les résultats des études issues du présent marché pourront être incorporés en tout ou partie à toute œuvre préexistante ou à créer.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet du présent marché.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement, pour les besoins découlant de l'objet du présent marché et notamment à des fins d'information et de promotion.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à Sorbonne Université.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de Sorbonne Université.

9.4 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-PI sont applicables. En conséquence, les articles du CCAG-PI, traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation (articles 36-42 du CCAG-PI) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

9.5 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution le mandataire et chaque membre du groupement doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241-1 du code des assurances.

Cette police doit faire mention expresse des conditions de couverture pour la mission objet du présent marché.

Le défaut d'assurance, ou de son renouvellement, entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

9.6 - Litiges

En vertu de l'article R.312-11 alinéa 2 du code de justice administrative, les parties du présent marché conviennent que le tribunal administratif de Paris sera compétent en cas de litige durant l'exécution du marché.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Article du présent CCP introduisant la dérogation	Article du CCAG-PI auquel il est dérogé	Objet succinct de la dérogation
2	4.1	Pièces constitutives du marché
4.1	11.8	Facturation électronique

6	16	Pénalités pour retard
8.1	40	Résiliation

ANNEXES

Thermographie infrarouge

Audit énergétique

Bilan des capacités portantes des planchers

Diagnostic accessibilité

Plans géomètre et tableau de surfaces